

*Initiatives ministérielles*

offrant des emplois et payant plus d'impôts au lieu de siphonner l'argent des contribuables.

Autrefois, c'était tous les ans la même histoire. Il fallait allouer 300 ou 400 millions de dollars à de Havilland, à Canadair et aux dix-sept autres sociétés d'État. Je le sais parce que je siégeais ici, à la Chambre.

Nous avons corrigé la situation, mais il y a une chose que nous nous refusons à faire et c'est augmenter les dépenses. On peut résoudre les problèmes en haussant les impôts, en réduisant les programmes ou en augmentant les dépenses. Cette dernière solution, que favorisaient les libéraux, est toujours génératrice d'inflation qui, à son tour, mène à une hausse des taux d'intérêt et à la ruine. Les Canadiens doivent se méfier de la planche à billets.

Encore une fois, nous avons fait des choix et des prédictions. Le gouvernement prévoyait des emplois, des emplois et encore des emplois. Les néo-démocrates, quant à eux, avaient prédit que notre politique économique coûterait 150 000 emplois au Canada, dès sa première année d'application. Ils se trompaient complètement. Le Canada aurait perdu 150 000 emplois si les Canadiens avaient choisi les libéraux et leur politique. Ils nous ont plutôt choisis et plus de 1,5 million d'emplois ont été créés. Pendant les quatre premières années, 1 000 Canadiens se rendaient chaque jour au travail pour la première fois. C'est absolument renversant. L'opposition avait tort et nous avons raison.

Passons maintenant à la taxe sur les produits et services. Encore une fois, il faut replacer les choses dans leur contexte. Actuellement, nous avons la taxe sur les ventes des fabricants, qui est payée par 75 000 entreprises, dont 22 000 ont conclu des arrangements spéciaux, et qui rapportent 18 millions de dollars. Ce sont les Canadiens, en fait, qui paient cette taxe, mais elle est cachée et ils ne le savent pas. Cette taxe déforme complètement le fonctionnement de l'industrie secondaire au Canada et rend nos exportations plus coûteuses. Pour les Canadiens, il est moins coûteux d'acheter des produits importés que des produits canadiens. Tout le monde est d'accord pour dire, y compris les deux partis d'opposition, que cette taxe doit disparaître.

Avant 1984, il n'y avait pas de crédit pour taxe sur les ventes des fabricants pour les Canadiens à faible revenu. Nous avons introduit cela et j'en suis très fier. Sous le régime de la TPS, ce sera encore mieux. Il faut que les Canadiens comprennent que la vraie raison pour laquelle les députés d'en face s'opposent à la TPS est que les 8,9 millions de Canadiens dont les revenus sont inférieurs à

30 000 \$ recevront, quatre fois par an, toute la taxe qu'ils ont payée. Ils n'ont jamais obtenu cela lorsque les libéraux et les néo-démocrates dirigeaient le pays. Ils seront mieux qu'avant.

Nous sommes le seul pays au monde à avoir une taxe sur les ventes des fabricants. Quarante-huit pays occidentaux importants, nos concurrents, ont abandonné ce type de taxe car il est impossible de la déduire dans le cadre de l'accord du GATT; ils l'ont donc remplacée par une taxe sur les produits et services ou une taxe à la valeur ajoutée qui peut être déduite des exportations. Pour de très bonnes raisons, 48 de nos concurrents ont opté pour cette taxe. Nous ne l'avons pas fait. Comme c'est le cas dans bien d'autres domaines, nous aurions dû le faire il y a 5 ou 10 ans, mais ces partis politiques n'étaient pas prêts à s'attaquer au problème et à jouer un rôle de chef de file. Nous l'avons fait. Tout comme l'ont fait M. Stanfield en 1972, et le député de Yellowhead en 1979 et le premier ministre en 1984. Je suis fier d'être dans un parti qui se tient debout et qui est capable de d'exposer franchement la situation aux Canadiens. Ils nous jugeront en 1992 et j'ai confiance dans le jugement qu'ils porteront à ce moment-là.

• (2020)

**M. John Harvard (Winnipeg St. James):** Madame la Présidente, après avoir écouté le député d'en face, je voudrais dire que Lethbridge est réputée pour son vent, mais que ce vent n'a pas de place à la Chambre. Ramenez-le d'où il vient.

Au cours des dernières semaines, j'ai parcouru le pays. J'ai participé à des rassemblements contre la TPS, j'ai parlé à des gens dans la rue, j'en ai rencontré d'autres dans des cafés. Ce que j'entends et ce que je vois m'inquiète parce que je n'ai jamais vu les Canadiens aussi contrariés qu'ils le sont aujourd'hui à cause de la TPS. Ils n'ont jamais manifesté un tel ressentiment, une telle colère, une telle hostilité.

Ils ne sont pas seulement furieux à cause de la taxe qu'ils considèrent comme excessive et régressive, mais à cause de la façon dont ils sont traités par le gouvernement dans cette affaire, de la façon dont nous débattons la TPS. Qu'est-ce que les Canadiens et nous avons obtenu du gouvernement, dans ce débat qui dure depuis quelques semaines? Des insultes, rien que des insultes.

Les conservateurs n'écoutent pas, n'expliquent pas et ne participent pas aux assemblées, sauf dans le cas d'hier soir, à Brandon, au Manitoba, où Lee Clark est venu. Il a fait preuve d'un certain courage et les Canadiens lui ont dit exactement. . .